

# L'état d'urgence en débat

*Nous avons été choqués et avons condamné les actes de terrorisme perpétrés à Paris et Saint-Denis le 13 novembre dernier. Comme après les attentats de janvier 2015, nous avons appelé à débattre et à se mobiliser dans les quartiers populaires pour répondre à la violence et à la terreur par plus de démocratie.*

Le gouvernement a choisi de déclarer l'État d'urgence et le parlement en a voté la prolongation pour trois mois, privilégiant comme seule réponse des mesures sécuritaires et guerrières. Depuis, les perquisitions et assignations en résidence se sont multipliées, touchant en premier lieu les habitants des quartiers populaires, humiliant des familles innocentes, vandalisant des mosquées. Des militants écologistes mobilisés autour de la COP 21 ont aussi été la cible de ces pratiques. Plusieurs voix commencent à se faire entendre pour s'inquiéter de la logique d'arbitraire qui s'est installée et risque bien de se prolonger. Alors que le contexte actuel appelle au débat et à une mobilisation citoyenne, les réponses apportées sont contreproductives : elles ne provoquent que tensions et incompréhensions et remettent en cause les libertés individuelles et collectives.

**C'est pourquoi, à la veille de son assemblée générale, la coordination nationale Pas sans Nous, a décidé d'engager le débat. Dans quels enjeux géopolitiques s'inscrivent ces actes terroristes sur le territoire français ? Pourquoi des jeunes français sont-ils aujourd'hui attirés par cette violence ? Que pourrait être une véritable réponse politique ?**

Telles sont les questions que nous vous proposons de venir débattre, dans la perspective que des initiatives du même ordre se multiplient partout sur le territoire.

[Retrouvez le programme complet en cliquant sur ce lien](#)

Plus d'informations sur le site de la coordination nationale Pas sans Nous